

Asie devant !

Le modèle de croissance asiatique d'industrialisation par les exportations, après une crise de doutes (1997) et un retour euphorique de flamme (1999) qui a masqué ses limites et différé de nécessaires réformes, a vu sa vulnérabilité au cycle mondial confirmée en 2001. En 2002, l'Asie retrouve un rythme de croissance soutenu proche de 6 % (tableau 1).

I. Zone Asie détaillée : résumé des prévisions

Variations par rapport à la période précédente, en %

	Poids	2001	2002	2003	2004
Corée du Sud	8,0	3,0	5,9	5,0	5,4
Asie Rapide	19,8	1,5	3,6	3,7	4,2
Taïwan	3,2	- 2,2	3,3	3,2	3,7
Hong-Kong	1,6	0,6	1,9	2,9	3,3
Singapour	0,8	- 2,0	2,3	3,8	4,9
Thaïlande	4,0	1,9	4,7	4,1	4,4
Indonésie	7,1	3,3	3,4	3,6	4,1
Malaisie	1,6	0,4	4,1	4,7	5,4
Philippines	1,6	3,2	4,0	3,9	4,2
Chine	42,6	7,3	8,0	7,5	7,6
Autres Asie	29,5	5,4	5,2	6,0	6,2
Asie hors Chine	57,4	3,7	4,7	5,1	5,4
Total	100	5,2	6,1	6,1	6,3

Sources : FMI, prévisions OFCE.

La Chine, locomotive de l'Asie

Les raisons du dynamisme asiatique sont, dans l'ordre, une demande intérieure solide soutenue par un *policy mix* accommodant — plans de relance budgétaire dans plusieurs pays alors que la sagesse des prix a permis un assouplissement monétaire dans la zone — et un fort dynamisme des échanges commerciaux. Ce dernier, s'il s'est enclenché fin 2001 grâce au rebond américain, s'est maintenu et poursuivi en 2002 avec la reprise des ventes de semi-conducteurs. Celui-ci s'accélère en Asie (25,7 % en 2002) grâce surtout à une forte stimulation régionale, le commerce intra-zone représentant 40 % des échanges asiatiques. La Chine joue à cet égard un rôle prépondérant dans la dynamique et l'intégration régionale. Avec une croissance de 8 % par an s'appuyant sur des gains de parts de marché sur ces principaux partenaires régionaux — Hongkong et Taïwan en particulier, la Chine peut peser à terme sur l'économie de ses voisins asiatiques. Mais avant de devenir le premier exportateur d'Asie, la Chine est d'abord un fort importateur régional absorbant 20 % des exportations intra-zone.

De leur côté, les marchés financiers asiatiques ont connu une année 2002 satisfaisante au regard des chutes enregistrées sur les actions américaines, européennes ou japonaises : la bourse thaïlandaise a gagné plus de 15 %, celle de la Corée du Sud n'a perdu que 8 %. Cette bonne résistance est le résultat de la réallocation d'une partie des portefeuilles des investisseurs internationaux sur ces marchés. Les sociétés qui y sont cotées ont bénéficié d'une demande domestique peu affectée par les cycles économiques internationaux et orientée dans le secteur des matières premières dont les prix ont augmenté en 2002.

2003-2004 : une croissance consolidée

À l'horizon de notre prévision, les multiples signes de reprise se confirment, dessinant un scénario de croissance sans heurts. À l'exception de la Corée du Sud, l'inflation dans la zone devrait rester maîtrisée et, compte tenu de la stabilité des changes dans la région, autorisera le maintien de taux d'intérêt faibles favorables à la dynamique interne. À la faveur d'une reprise des ventes mondiales dans le secteur de l'électronique en 2003, les exportations se maintiennent à un rythme élevé (tableau 2).

2. Zone Asie : résumé des prévisions

Variations par rapport à la période précédente, en %

	2001	2002	2003	2004
Importations	5,8	6,7	6,7	7,0
Exportations	5,2	6,1	6,1	6,3
Demande adressée	13,2	-0,7	0,5	6,6

Sources : FMI, prévisions OFCE.

Les risques sont de trois ordres

La croissance asiatique résiste aux aléas extérieurs, mais il est prématuré de prétendre que la région a acquis son autonomie. Les économies de cette région étant fortement exportatrices, la vigueur de la croissance aux États-Unis et dans une moindre mesure en Europe reste déterminante pour ces pays. Un fort ralentissement mondial au cours du premier semestre 2003 modèrera les rythmes de croissance dans la région asiatique.

À l'exception de l'Indonésie et de la Malaisie, les pays asiatiques sont importateurs nets de pétrole. Une forte hausse du prix du pétrole liée aux incertitudes géopolitiques pèserait sur le pouvoir d'achat des ménages et sur les coûts de production des entreprises.

Enfin, certaines économies d'Asie (Chine, Singapour, Taïwan et Hongkong), représentant près de 50 % du PIB de la zone, connaissent des évolutions négatives de leurs prix à la consommation. Si le risque de déflation peut être écarté en Chine où la baisse des prix résulte davantage de gains de productivité liés au développement de cette économie, il est réel dans les trois autres économies.